

## Un rire contagieux dans le Sud de la ville



par **Louis-Marie Achille**

[Voir tous les articles de Louis-Marie Achille](#)

Article mis en ligne le 26 novembre 2007 à 13:48

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La collectivité des écoles du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est du Sud d'Ottawa ont récemment accueilli la conférencière Line Bolduc. La conférence La Santé par le rire a été présentée à l'École secondaire catholique Franco-Cité à un public composé d'une trentaine de parents, membres du personnel du conseil et personnes de la communauté. Line Bolduc, conférencière de renom et auteure, a su faire rire les participants avec ses anecdotes euphoriques et avec plusieurs jeux. Le public a bien apprécié cette initiative qui a été proposée par l'École élémentaire catholique Sainte-Genève.





Le mardi 27 nov 2007

## Critiqués pour le français

**Jean-Guy Patenaude, Embrun**

Le Droit

Nous sommes, nous serons. J'aime vivre en français dans ce beau village que j'ai bâti, où j'ai grandi... Mais il a suffi que quelqu'un ose le dire tout haut, bien civilement, en notre nom, pour que s'indigne la bête qui nous croyait endormis, qu'elle nous traite de tous les noms ("Des anglos critiquent les 'fanatiques' de la FAFO", *LeDroit*, 23 novembre).

"Bigot", a-t-elle dit, bigot, alors que nous disions simplement "merci" à ceux et celles qui nous servent en français, et invitons les autres à respecter notre volonté de vivre en français.

Est-ce là où nous mène notre sens de l'accueil, notre respect de l'autre, notre volonté de vivre et laisser vivre ? La bête a cru que nous pouvions être intimidés et s'est offusquée de nous voir relever la tête.

Le moment est venu de nous tenir debout, de parier que la majorité des nouveaux venus dans notre village nous respecte et est prête à vivre avec nous dans le respect.

Osons poser un geste, comme d'autres villages des environs qui ont adopté un règlement pour afficher leur volonté de continuer à vivre en français chez eux.

Tenons-nous debout, dans le respect des autres, et les autres nous respecteront aussi.



Le mardi 27 nov 2007

## Un centre pour décrocheurs à Lavictoire

[Mathieu Bélanger](#)

Le Droit

Fermée à la fin de l'année scolaire 2006, l'école primaire Lavictoire de Gatineau aura bientôt une nouvelle vocation.

Grâce à une subvention de 312 500 \$ annoncée, hier, par le ministre responsable de l'Outaouais, Benoît Pelletier, l'édifice du 212, rue Cedar, dans le secteur Gatineau, sera complètement transformé pour accueillir le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de l'Outaouais. Le déménagement sous un même toit des activités de formation et d'opération de l'entreprise devrait avoir lieu d'ici le mois de mars 2008.

Le CFER se veut une alternative pour les jeunes décrocheurs de l'Outaouais. Ils y suivent une formation préparatoire aux différentes réalités du marché du travail. En plus d'une initiation à la récupération et au démantèlement d'ordinateurs et de produits électroniques, les jeunes doivent participer à des ateliers axés sur l'estime de soi, la personnalité ainsi qu'à l'intégration à la société et au marché du travail. Plus de 80 % des jeunes qui passent par le CFER trouvent un emploi par la suite.

"Réunir nos activités sous un même toit mettra fin à nos problèmes de logistique et ça nous permettra de répondre à la demande croissante, explique Jean-Claude Desrosiers, président du CFER. Nous recevons environ 60 jeunes par année, mais la demande tourne plus autour de 120 demandes. Il était impossible de tous les accueillir dans nos anciens locaux. Une fois le déménagement fait, nous le pourrons."

Une deuxième phase de travaux doit avoir lieu l'an prochain afin de doter l'édifice d'un "atelier entrepôt" de 7000 pieds carrés d'ici septembre 2008.

Les travaux de transformation de l'ancienne école primaire seront coordonnés par la Commission scolaire des Draveurs (CSD). Cette nouvelle vocation pour l'école Lavictoire est une source de réjouissance pour le nouveau président de la CSD, Julien Croteau.

La CSD compte actuellement six écoles vides, fermées par manque d'élèves.

"Le projet du CFER permet à cette école de garder une mission éducative et il est possible que d'autres projets du genre voient le jour dans un de nos édifices libres, indique-t-il. Il n'y a toutefois pas de discussion à ce sujet actuellement."

mabelanger@ledroit.com



Le mardi 27 nov 2007

## Les devoirs stressent les parents

[Ariane Lacoursière](#)

La Presse

**Quand l'heure des devoirs arrive, plus des deux tiers des parents vivent un stress important. L'Enquête sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage, publiée hier par Statistique Canada, montre que les parents sont souvent démunis devant la complexité des devoirs de leurs enfants.**

« Le vocabulaire du monde de l'éducation a tellement évolué que plusieurs parents ne comprennent plus les devoirs de leurs enfants. Ils sont incapables de les aider et ça crée beaucoup de stress », affirme Gérald Boutin, professeur titulaire au département d'éducation et de formation spécialisées de l'UQAM.

Selon Carlo Coccaro, président de la compagnie de mentorat Devoirs et leçons, beaucoup de parents se sentent incompetents quand leurs enfants éprouvent des difficultés dans leurs devoirs. « Ils ne savent pas quoi faire pour les aider. Ça crée souvent des tensions », dit-il.

Les Canadiens qui gagnent plus de 100 000 \$ par année sont deux ou trois fois plus susceptibles d'être stressés par les devoirs que ceux qui ont un plus faible revenu, révèle l'étude de Statistique Canada. « Les parents qui ont de gros emplois ont souvent moins de temps et plus d'attentes envers leurs enfants, ce qui contribue à augmenter leur stress », explique M. Boutin.

Peu importe leur revenu, 30 % des parents croient que les élèves du primaire ont trop de devoirs. Et 47 % d'entre eux disent passer trop de temps à aider leurs enfants dans leurs devoirs.

### La Belgique et la France

Comparativement au Canada, certains pays évitent le problème en limitant les devoirs. En Belgique, les enseignants ne peuvent donner plus de 30 minutes de devoirs aux écoliers. En France, les devoirs sont carrément interdits. Selon M. Boutin, le Québec devrait s'inspirer de ces deux pays. « Les devoirs qui touchent les apprentissages de base devraient être faits à l'école. Le reste pourrait être fait à la maison », dit-il.

Pierre Potvin, coauteur du livre *Les devoirs : guide de survie à l'intention des parents*, croit que les devoirs ont leur raison d'être. « Ils permettent aux parents de suivre les apprentissages de leurs enfants », dit-il.

Tout comme M. Potvin, plus de 80 % des parents canadiens estiment que les devoirs sont utiles puisqu'ils favorisent l'apprentissage des enfants. Malgré tout, plusieurs sont dépassés par la complexité des tâches demandées.

Que doivent faire les parents pour éviter d'être stressés par les devoirs ? « Ils ne doivent pas tenter de tout comprendre. Ils doivent juste s'assurer que les tâches demandées sont faites, dit M. Potvin. Et mettre son enfant dans un endroit calme et bien éclairé pour les devoirs, c'est déjà beaucoup. »

Carlo Coccaro partage cet avis. « Les devoirs servent à réviser la matière vue en

classe. Si l'enfant ne comprend pas, le parent doit informer le professeur, qui s'occupera d'aider le jeune », dit-il.

### **Intimidation à l'école**

En plus de sonder les parents canadiens sur leurs sentiments face aux devoirs, Statistique Canada les a questionnés sur leur perception de l'école. Pour 87 % d'entre eux, l'intimidation est l'un des problèmes les plus graves auxquels les élèves d'aujourd'hui sont confrontés. Près de la moitié des parents ayant des enfants âgés de 5 à 24 ans ont déclaré que leur enfant a déjà été victime d'intimidation à l'école.

« Il faut prendre ces données au sérieux. La violence à l'école est un problème de société. Les parents, mais aussi une foule d'acteurs, ont un rôle à jouer là-dedans. Il faut s'y attarder », convient M. Boutin.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red, rounded rectangular background.

Le mardi 27 nov 2007

## Pelletier est en faveur d'une réforme

[Mathieu Bélanger](#)

Le Droit

Les commissions scolaires doivent faire l'objet d'une réforme afin de les rendre "plus efficaces" et pour "assurer une meilleure gestion des fonds publics", estime le ministre responsable de l'Outaouais, Benoît Pelletier.

Le ministre libéral s'est de nouveau porté à la défense des commissions scolaires, hier, tout en faisant savoir, cette fois, que le gouvernement se penche actuellement sur une éventuelle réforme des commissions scolaires.

"Les commissions scolaires assument des fonctions qui à mon avis sont nécessaires, mais ça ne veut pas dire qu'elles ne doivent pas faire l'objet d'une certaine réforme pour les rendre plus efficaces et pour assurer encore une meilleure gestion des fonds publics, a-t-il lancé. On ne remet pas leur existence en question, mais nous sommes conscients qu'il faut réformer le tout pour rendre le système plus efficient."

M. Pelletier affirme que cette volonté du gouvernement de réformer les commissions scolaires n'a rien à voir avec la position de l'ADQ qui souhaite, pour sa part, voir l'abolition complète des commissions scolaires au Québec. "Je n'ai rien contre le débat et discuter de la pertinence de conserver les commissions scolaires, mais de là à en faire un objectif politique sans nuance comme le fait l'ADQ, il y a une marge, ajoute M. Pelletier. Revoir le rôle des commissions scolaires était déjà inscrit dans le plan de match du gouvernement, notamment en terme de démocratie, parce que la population semble peu intéressée à participer aux élections scolaires."

Benoît Pelletier n'a pas voulu s'avancer sur le terrain de la réforme, version libérale, des commissions scolaires. Il a plutôt laissé à sa collègue du ministère de l'Éducation, Michelle Courchesne, le soin de faire des propositions au conseil des ministres à cet effet. "C'est un dossier qui ne relève pas de moi", a-t-il souligné.

[mabelanger@ledroit.com](mailto:mabelanger@ledroit.com)



Le lundi 26 nov 2007

## **La surfacturation dans les garderies est monnaie courante**

Presse Canadienne  
Montréal

**Malgré les règles adoptées par le gouvernement du Québec, en août 2006, la surfacturation dans les garderies subventionnées est toujours monnaie courante.**

Radio-Canada a rapporté lundi que le ministère de la Famille avait reçu pas moins de 143 plaintes de parents à qui on a demandé une contribution excédentaire illégale pour des services complémentaires.

Le ministère a même émis, la semaine dernière, cinq avis de suspension des subventions à des garderies, à la suite de surfacturation illégale.

Le gouvernement verse une contribution moyenne de 33 \$ par jour par enfant aux quelque 1000 centres de la petite enfance (CPE), 14 700 services de garde en milieu familial et 560 garderies privées subventionnées au Québec. Les parents qui obtiennent une place pour leur enfant ne déboursent donc, en théorie, que 7 \$ par jour.

Dans certains cas, toutefois, des garderies ont exigé 4 \$ supplémentaires par jour, soit quelque 800 \$ à 1000 \$ par année, à certains parents pour des services allant d'une initiation à la danse en bas âge à un repas supplémentaire. Ces frais étaient même exigés pour des parents qui n'utilisaient pas toutes les heures de garde auxquelles ils avaient droit.

La ministre de la Famille, Michelle Courchesne, affirme être au courant de ces cas. Elle promet qu'à partir d'avril, toutes les garderies privées et tous les centres de la petite enfance devront signer un contrat type avec les parents.



Le mardi 27 nov 2007

## «J'ai tout perdu, je n'ai plus rien»

**Dominique LaHaye**

Le Droit

La dernière fois que Danielle Couture a vu sa fille Tammy, des projets de mariage flottaient dans l'air. La jeune de 18 ans avait tout juste repris avec son ami de coeur. Le rêve a pris abruptement fin le lendemain, lorsqu'un coup de poignard lui a enlevé sa fille.

Depuis vendredi soir, la vie de Mme Couture s'est transformée en cauchemar. Sa fille unique a été poignardée à mort par une autre jeune fille d'Ottawa, lors d'une fête dans un sous-sol du 296, rue Donald, dans le quartier Overbrook du secteur Vanier.

"Elle est venue chez moi jeudi soir, confie sa mère, elle était tellement heureuse et m'avait annoncé qu'elle et son *chum* avaient l'intention de se marier dans deux ans. Ils avaient connu une séparation et venaient récemment de reprendre la relation."

Stephanie Young, 18 ans, a été accusée de meurtre au premier degré et demeure en détention jusqu'à sa prochaine comparution à la cour, le 3 décembre prochain.

"Je suis fâchée, je ne veux pas voir la photo de l'autre jeune fille, pas dans le moment. Je ne peux pas accepter le fait que ce soit arrivé. Un jour je vais la regarder, mais pas maintenant", ajoute la mère, en ravalant quelques larmes et en caressant Pogo, le petit chien de Tammy dont elle a hérité.

Selon des témoins, une dispute au sujet d'un garçon aurait éclaté durant la soirée entre la victime et Stephanie Young. La chicane aurait dégénéré et viré au meurtre.

Mme Couture dit ne pas connaître l'accusée, mais elle avoue que la relation entre Tammy et son petit ami, William Brennan, faisait des jalouses. Le compagnon de 23 ans n'était pas là au moment de l'agression à l'arme blanche.

Mme Couture dénonce la propension à la violence chez les jeunes et dont sa fille a été victime. "C'est grave la violence chez les jeunes, ce qui leur passe par la tête. J'ai eu ma fille 18 ans et je l'ai portée neuf mois de temps. Là, j'ai tout perdu, je n'ai plus rien, elle était ma seule enfant, je l'appelais 'ma poupée'. Nous avons eu des moments difficiles et ça allait mieux dans nos vies."

Mme Couture pouvait compter, hier, sur le réconfort de sa mère et de ses soeurs, venues d'Hawkesbury et de St-Isidore, pour l'aider à surmonter la perte de sa fille.

Depuis un an, la jeune Tammy vivait dans un appartement du centre-ville situé sur la rue Arlington et fourni par la Société de logement communautaire d'Ottawa. Tammy était en train de terminer ses études secondaires chez les adultes avec le programme *Operation Go Home*.

La mère et la fille vivaient dans le même secteur et se voyaient régulièrement.

"On prenait parfois des marches ensemble sur la rue Bank et tout le monde la connaissait, les jeunes venaient la voir et elle leur donnait souvent sa dernière pièce de



monnaie. C'était Tammy, elle aimait aider les gens."

Mme Couture ne comprend pas pourquoi les clés de l'appartement de sa fille n'ont pas été retrouvées sur elle après le drame. L'enquête policière se poursuit d'ailleurs toujours et la scène du crime a été passée au peigne fin durant toute la journée d'hier.

Une autopsie a été pratiquée hier et les funérailles devraient avoir lieu dans le courant des prochains jours.

dlahaye@ledroit.com



Le lundi 26 nov 2007

## **Le Canada perd des milliards parce que la moitié des autochtones décrochent**

**Chinta Puxley**

La Presse Canadienne  
Toronto

**Le Canada risque de perdre des milliards de dollars sous forme d'une baisse de productivité parce que près d'un autochtone sur deux ne finit pas ses études secondaires, révèle une étude rendue publique ce lundi.**

Selon une projection de l'enquête, effectuée par le Centre d'étude des niveaux de vie, à Ottawa, le produit intérieur brut du Canada pourrait grimper de 71 milliards \$ supplémentaires d'ici 2017 si les autochtones avaient le même taux d'obtention de diplômes que le reste de la population.

À l'aide de données recueillies dans le cadre du recensement 2001, l'étude constate que seulement 52 pour cent des autochtones du pays réussissent à décrocher un diplôme d'études secondaires, contre 70 pour cent pour les autres Canadiens.

Si l'économie canadienne parvenait à mieux utiliser le potentiel des jeunes autochtones, les communautés autochtones et l'économie du pays tout entier s'en porteraient mieux, observent les auteurs de l'étude.

Cela contribuerait notamment à redresser deux des problèmes les plus pressants auxquels fait face l'économie canadienne: une croissance plus lente de la main-d'oeuvre, et une croissance médiocre de la productivité.

La contribution d'une population autochtone plus instruite serait d'autant plus bienvenue que les «bébés-boomers» arrivent à l'âge de la retraite, alors que plus de la moitié de la population autochtones au pays a moins de 25 ans, selon l'enquête.

On y apprend que les autochtones ne détenant pas de diplôme d'études secondaires gagnent moins d'argent et sont deux fois plus susceptibles d'être en chômage que ceux qui ont complété leurs études secondaires.

Seulement 8,9 pour cent des autochtones détenaient un diplôme universitaire en 2001, contre près de 22 pour cent des autres Canadiens.

Le chef national Phil Fontaine, de l'Assemblée des premières nations, a souligné que les autochtones constituent clairement une ressource inexploitée, mais qu'ils sont également aux prises avec une terrible pauvreté. Tant que les autochtones n'auront pas le même niveau de vie que l'ensemble des Canadiens, ils auront du mal à contribuer à l'économie canadienne, dit-il.

Andrew Sharpe, le directeur du Centre d'étude des niveaux de vie, souligne que l'argument économique invoqué pour améliorer le niveau d'instruction chez les autochtones est important, mais que les divers niveaux de gouvernement sont aussi moralement tenus de favoriser l'éducation des autochtones. Le Canada, affirme-t-il, ne fait pas suffisamment pour améliorer les conditions de vie dans de nombreuses réserves au pays. L'éducation est le meilleur outil pour y parvenir.



Le dimanche 25 nov 2007

## Les drogues à l'école sur la pente douce

[Mario Girard](#)

La Presse

**Contrairement à la croyance populaire, les jeunes qui fréquentent l'école secondaire sont de moins en moins nombreux à consommer de la drogue. Au cours des six dernières années, la proportion de ceux qui en consomment est passée de 40 % à 30 % au Québec.**

C'est ce que démontre une récente étude de l'Institut de la statistique du Québec. En 2006, 30,2 % des adolescents avaient consommé une substance illicite au moins une fois au cours d'une période de 12 mois, comparativement à 42,9 % en 2000.

Ces données réjouissent au plus haut point Jean-Sébastien Fallu, professeur à l'école de psychoéducation de l'Université de Montréal et président du GRIP-Montréal.

« Je trouve que depuis 2002, on parle plus franchement et plus sincèrement de la drogue aux jeunes. Les messages sont plus crédibles et les jeunes les écoutent. »

M. Fallu croit que les discussions sur la décriminalisation de la drogue ont peut-être contribué à faire baisser ces statistiques. « Certains ont confondu les choses et pensé que le cannabis était décriminalisé, dit-il. Ce qui n'est pas le cas. L'idée de l'interdit, très importante chez les adolescents, est devenue tout à coup moins attrayante. »

Entre 2004 et 2006, la proportion d'élèves ayant consommé de la drogue au cours d'une période de 12 mois a régressé de manière significative pour toutes les années d'études, à l'exception de la troisième secondaire, où la diminution est plus faible. L'âge moyen auquel les jeunes sont initiés aux drogues tend à augmenter. Il se situe maintenant à 13,2 ans, tant chez les garçons que chez les filles.

Une tendance demeure toutefois constante : plus les années d'études augmentent et plus la proportion de jeunes qui ont consommé augmente. Selon ces nouvelles données, ils sont 7,9 % en première secondaire et 50,9 % en cinquième.

Les jeunes qui ont un emploi sont plus nombreux à consommer (35 %) que ceux qui ne travaillent pas (24 %). La consommation est également plus fréquente parmi ceux qui reçoivent une allocation de 51 \$ et plus (50 %) que parmi ceux qui ne disposent que de 31 \$ à 50 \$ (41 %).

### Nouvelle popularité des amphétamines

L'enquête montre par ailleurs que plus d'élèves consomment des drogues parmi ceux qui parlent français à la maison (32 %) que parmi les allophones et les anglophones (19,2 %). La structure familiale semble aussi influencer la consommation puisque 42 % des jeunes vivant dans une famille monoparentale affirment avoir consommé de la drogue comparativement à 27 % des jeunes vivant dans une famille traditionnelle.

Alors que la consommation de drogue en général est légèrement plus élevée chez les garçons (29,3 %) que chez les filles (31,1 %), le cannabis demeure la drogue la plus populaire auprès des jeunes du secondaire. En 2006, 29 % en avaient consommé. Mais, là aussi, une importante diminution est observée puisque, en 2000, ils étaient 41

% à l'avoir fait.

On remarque toutefois une augmentation du nombre de consommateurs d'amphétamines. Entre 2000 et 2006, la proportion est passé de 7 % à 9,4 %. On observe également qu'elle est plus forte chez les filles (4,3 % contre 2,6 %). « C'est un phénomène qu'on tente de comprendre, dit Jean-Sébastien Fallu. Au GRIP-Montréal, on amorcera bientôt une étude sur sujet. Est-ce parce que cela fait maigrir ? On veut savoir. »

La consommation d'hallucinogènes (8,8 %) a diminué, de même que celle de cocaïne (3,3 %), d'héroïne (0,9 %) et de solvants (0,9 %).

Parmi les raisons invoquées pour justifier leur consommation de drogues, les adolescents parlent en majorité de l'influence de leurs amis (74,2 %). Mais plusieurs citent l'exemple de leurs parents (24,1 %). « Ces données nous intéressent particulièrement, dit Michel Landry, directeur de la recherche et du développement universitaire au Centre Dollard-Cormier. Cette influence est importante pour le jeune. »

Michel Landry croit que les résultats de cette enquête sont, dans l'ensemble, très encourageants. Mais il espère qu'on ne cessera pas de prendre au sérieux ce phénomène. « Il y a aussi une forte proportion de jeunes qui ont un grave problème de consommation. Il faut continuer de penser à eux. »

### **La consommation de l'alcool diminue peu**

En 2006, environ 60 % des élèves du secondaire, soit 285 400, ont consommé de l'alcool au moins une fois au cours d'une période de 12 mois. Cela représente une légère diminution par rapport à 2005, où la proportion était de 63 %. La consommation d'alcool a beaucoup diminué chez les élèves de première secondaire depuis 2004, passant de 37 % à 26 %.

Cette enquête a été menée à l'aide d'une méthode mise au point par le Centre Dollard-Cormier. La DEP-ADO est un outil qui permet de dépister la consommation et d'évaluer la gravité du problème du jeune. Le résultat est traduit dans le langage des feux de signalisation: feu vert pour l'élève qui n'a aucun problème, jaune pour celui qui a des problèmes en émergence et rouge pour celui qui a des problèmes importants.

« Ce questionnaire est utilisé depuis 2001. Il ne demande qu'une dizaine de minutes au psycho-éducateur de l'école et à l'élève qui accepte d'être interviewé, explique Michel Landry. Ça permet de repérer les jeunes consommateurs et de les diriger vers les bons services. »

Cette enquête est publiée au moment où prend fin la Semaine de la prévention de la toxicomanie.



Le samedi 24 nov 2007

## Violence à l'école: de mal en pis

**Ariane Lacoursière**

La Presse

**La violence à l'école, non seulement ça existe, mais ça empire. parfois, c'est physique. mais la violence psychologique est tout aussi pernicieuse et peut laisser d'importantes séquelles. dans les prochains jours, la ministre de l'éducation, michelle courchesne, présentera un plan d'action pour contrer ce type de comportement à l'école. Ce document est fort attendu par les intervenants scolaires, qui, comme l'a constaté la presse, sont aux prises tous les jours avec des élèves de plus en plus durs.**

Un drôle de jeu a fait son apparition cette année à l'école secondaire Jeanne-Mance, à Montréal. À l'heure du midi, une vingtaine de jeunes se réunissent au parc La Fontaine. Ils forment un cercle. Au centre, ils déposent quelques pièces de monnaie. Au signal du meneur de jeu, tous se précipitent sur l'argent.

«Le but, c'est de te battre avec les autres pour prendre le cash. Quand un gars prend de l'argent, les autres lui donnent des coups de poing et des coups de pied. Certains le frappent même avec des ceintures. C'est fou», témoigne Mélina, une élève de cinquième secondaire qui a assisté à l'une de ces «batailles organisées» au début du mois d'octobre.

La violence du jeu des élèves de l'école Jeanne-Mance est telle que les policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont dû intervenir. «On a distribué quelques constats d'infraction aux jeunes. Et on a travaillé avec l'école pour faire de la sensibilisation. Depuis un mois, c'est tranquille», affirme Mario Carrier, commandant du poste de quartier 38 situé dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

«Mais même si on s'est calmés, ça va arriver encore, prévient Mélina. C'est violent, l'école.» Les incidents survenus récemment dans les écoles du Québec semblent donner raison à l'adolescente.

Plusieurs jeunes rencontrés par La Presse ont confirmé que la violence fait partie intégrante de la vie scolaire. Batailles, intimidation, menaces... Les agressions prennent différentes formes. Certains élèves ont par exemple expliqué qu'il est aujourd'hui «normal» de souligner l'anniversaire de ses amis en les battant. «Quand c'est la fête d'un de tes chums, tu lui fais un PI. Tu le frappes pour lui montrer que tu l'aimes», explique Pierre-Luc, un élève de la polyvalente Louis-Joseph Papineau.

Les directions d'école prennent cette mode très au sérieux. «Si tu fais un PI, tu es expulsé pour trois jours. Et si tu ne fais que regarder, tu vas en retenue. On nous a expliqué que c'est pour éviter d'encourager les actes violents», résume Marc, un élève de l'école Antoine-de Saint-Exupéry à Montréal.

### Violence au féminin

La semaine dernière, La Presse s'est rendue dans une maison de jeunes de Longueuil pour demander à des élèves de 12 à 15 ans comment la violence se vit dans leur école. À peine entrée, Anne-Marie, une grande brunette de 15 ans, a poussé un grand cri devant ses amis en s'écrasant sur un sofa: «Men! J'ai failli me battre aujourd'hui

avec une fille qui est vraiment trop conne. Elle a dit un de mes secrets. Ça se fait juste pas. J'étais trop frustrée. Je l'ai accotée dans les cases en la traitant de grosse bitch. Mais je ne me suis pas battue. Une de mes amies nous a séparées.»

À côté d'Anne-Marie, Karine riait. «Entre les filles, il y a beaucoup de violence et de compétition. On s'insulte souvent et des fois on se frappe», a dit l'adolescente de 15 ans. Il y a deux ans, Karine a été reconnue coupable d'avoir proféré des menaces de mort. «J'ai menacé une fille de mon école. Elle m'énervait. Au lieu de la frapper, je lui ai dit: "Si t'arrêtes pas, je vais te battre. Je vais te tuer"», raconte Karine. La jeune victime a porté plainte et Karine est depuis en probation. «Je ne regrette pas mon geste, mais je me dis qu'au lieu de la menacer, j'aurais dû la frapper. Comme ça je wne serais pas allée en cour pour rien. Mon père m'a dit la même chose...»

Assise à côté de Karine et d'Anne-Marie, l'intervenante Hélène Brouillette écoute attentivement. «Depuis que je suis arrivée ici il y a deux mois, j'entends tous les jours des histoires de violence comme ça. Les jeunes sont vraiment très attachants, mais ils sont très violents. Et on dirait que c'est pire qu'avant», a-t-elle dit.

Richard Têtu, qui enseigne à l'école secondaire Rochebelle de Québec depuis 20 ans, a lui aussi noté une hausse de la violence chez les jeunes. «Ils respectent moins l'autorité. Ils osent plus facilement faire des gestes violents envers les autres élèves et envers les enseignants.»

Les intervenants s'entendent pour dire que les écoles sont plus violentes qu'avant. Mais les spécialistes sont incapables de le confirmer. «On voit de nouveaux phénomènes, comme la cyberintimidation, mais on ne peut pas quantifier la variation de la violence dans les écoles parce qu'aucun instrument de mesure n'existe», souligne Michel Janosz, directeur du Groupe de recherches sur les environnements scolaires à l'Université de Montréal.

Selon Jacques Brodeur, qui a enseigné pendant 20 ans et qui donne aujourd'hui des conférences sur la gestion de la violence à l'école, tenter de mesurer scientifiquement la violence est inutile. «On a juste à voir comment le nombre de burn out chez les profs monte en flèche et on a juste à écouter leurs histoires d'horreur pour voir que c'est bien pire qu'avant», soutient-il.



Le vendredi 23 nov 2007

## **Discipline: le transport écolier doute d'une politique**

La Presse Canadienne  
Montréal

**Même si elle ne s'oppose pas à la mise sur pied d'une politique nationale de discipline dans les autobus scolaires, l'Association du transport écolier du Québec doute du bien-fondé d'une telle initiative.**

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, aurait l'intention de former un comité au début de 2008 qui aurait pour mandat de rédiger une série de comportements que les enfants auraient l'obligation d'adopter lorsqu'ils prennent place dans un autobus scolaire.

Le directeur général de l'Association du transport écolier, Luc Lafrance, admet qu'il est de plus en plus difficile pour les chauffeurs de gérer la discipline à bord de leur véhicule. Mais il estime qu'une politique nationale pour l'ensemble du territoire québécois risque d'être inadéquate, les niveaux de tolérance et d'intervention étant, selon lui, différents dans les grandes villes et les régions.

M. Lafrance souligne que les conducteurs d'autobus ont une relation plus personnelle avec les écoliers et leurs parents dans les régions rurales, ce qui n'est pas la cas en milieu urbain.

L'Association préférerait que les chauffeurs gardent une marge de manoeuvre dans leurs interventions auprès des enfants indisciplinés.

Depuis deux ans, elle a d'ailleurs mis en place une formation dédiée aux chauffeurs, appelée «Stoppons la violence», qui leur indique comment réagir face à des enfants turbulents. Selon Luc Lafrance, 2000 conducteurs ont suivi cette formation et les résultats sont très positifs.

M. Lafrance croit qu'une éventuelle politique nationale de discipline dans les autobus scolaires devra être très nuancée pour être efficace.



Le samedi 24 nov 2007

## L'Université de Sherbrooke envisage de former des médiateurs interculturels

[Gilles Fisette](#)

La Tribune  
Sherbrooke

**Si le gouvernement du Québec donne le feu vert, l'Université de Sherbrooke formera des médiateurs interculturels. Ces spécialistes seront outillés pour venir aider les directions d'institutions ou d'entreprises face à des demandes d'accommodements raisonnables ou des conflits engendrés par la coexistence de personnes de cultures ou de religions différentes.**

C'est ce qu'a révélé le doyen de la faculté de Théologie, d'éthique et de philosophie de l'Université de Sherbrooke, Marc Dumas, lors de la présentation de son mémoire, hier matin, à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles.

Il a ainsi expliqué aux deux co-présidents, l'historien et sociologue Gérard Bouchard et le philosophe et professeur de sciences politiques Charles M. Taylor, que des discussions ont cours présentement entre l'Université de Sherbrooke et le gouvernement du Québec afin de pouvoir offrir une maîtrise en médiation interculturelle.

C'est un consortium formé de cinq facultés de l'Université de Sherbrooke qui est à l'origine de cette initiative. Il s'agit de la faculté de théologie, d'éthique et de philosophie, de la faculté de droit, de la faculté d'administration, de la faculté de lettres et sciences humaines et de la faculté d'éducation.

«Nous avons bon espoir d'avoir une réponse affirmative très prochainement, de manière à pouvoir offrir cette maîtrise dès le mois de septembre 2008», a précisé M. Dumas.

La faculté de théologie offre par ailleurs, depuis le mois de septembre 2007, un doctorat sur les déplacements religieux contemporains. Cette formation permettra à des spécialistes de mieux analyser et comprendre les mutations du phénomène religieux dans les sociétés contemporaines. Neuf étudiants sont présentement inscrits dans cette démarche.

### Métis

Les audiences d'hier, en cette dernière journée des travaux de la commission en sol estrien, ont permis d'entendre une voix qui ne s'est jamais fait entendre jusqu'à maintenant. Un mémoire a affectivement été déposé par la Communauté métisse de l'Estrie et par la Communauté métisse de la Gaspésie.

Par la bouche de Danielle Robineau, de Cookshire, et de Raymond Cyr, de Sherbrooke, les métis se sont présentés comme «un peuple oublié depuis des siècles, sans accommodements».

«Nous vous présentons ce document en tant que seuls descendants directs des Premiers peuples au Québec dont tous les membres ont été tués par le choc



microbien... Nous sommes témoins qu'il n'y eut rien de fait pour accommoder les gens de nos communautés qui refusèrent d'entrer et de mourir sur vos réserves», a déclaré Mme Robineau.

Les Métis de l'Estrie et de la Gaspésie sont des descendants de gens issus d'union entre Abénakis ou Micmacs et Blancs. Ce métissage a d'ailleurs permis à ces gens d'échapper aux maladies européennes contre lesquelles les autochtones n'étaient pas immunisés.

Les Métis formulent quelques demandes à la commission: le respect de leur histoire; des mesures réparatrices concrètes; l'abolition de «toutes pratiques d'exploitation institutionnalisées de notre culture chez les nôtres telles la vente de permis de chasse, de permis de pêche, le paiement de droits de séjour dans les parcs, etc.»; et la création d'un organisme québécois permanent de protection de l'identité et de la culture «des autochtones qui ont refusé le régime des réserves et que nous structurerons, gérerons et dirigerons».



Le vendredi 23 nov 2007

## Les Canadiens sont plus favorables à une baisse que les Québécois

[Hugo de Grandpré](#)

La Presse  
Ottawa

**La grande majorité des Canadiens juge que la baisse des droits de scolarité est la priorité en matière d'éducation postsecondaire à l'heure actuelle. Mais au Québec, seulement le tiers des habitants placent toujours cet élément au sommet de leur liste.**

Un sondage de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université publié hier révèle en effet que 60% des Canadiens jugent que la baisse des droits de scolarité et l'endettement sont les enjeux les plus importants dans le système universitaire à l'heure actuelle, comparativement à 36% des Québécois. Ces derniers se tournent vers d'autres préoccupations: 24% croient qu'il faut diminuer la taille des classes; 19% jugent qu'il faut créer plus de places pour les étudiants et 16% penchent en faveur d'investissements accrus dans la recherche.

De même, plus de 80% des Canadiens croient que les droits de scolarité à l'université devraient être diminués ou au moins gelés. Au Québec, seulement 66% des répondants sont du même avis.

### Frais moindres au Québec

«Les droits de scolarité sont certainement deux fois plus élevés dans le reste du Canada qu'au Québec, a analysé hier Clément Lemelin, professeur de l'UQAM à la retraite et spécialiste de l'économie de l'éducation. Il est normal que les gens soient moins sensibles ici à cette question-là.»

Les droits de scolarité dans la province sont de 2025\$ pour l'année scolaire 2007-2008. Ils sont à 5381\$ en Ontario et à 5878\$ en Nouvelle-Écosse. La moyenne canadienne, ce qui inclut le Québec, est de 4524\$.

Deux mille Canadiens ont été interrogés dans le cadre de cette enquête téléphonique des maisons Decima et Harris, menée entre le 1er et le 12 novembre 2007. Au niveau national, la marge d'erreur est de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. L'échantillonnage est proportionnel à la population de chaque province.

Ce sondage démontre également qu'une vaste majorité de Canadiens et de Québécois estime que les politiques des différents partis en matière d'éducation postsecondaire seront déterminantes quand viendra le temps de décider pour qui voter lors des prochaines élections fédérales.

Le professeur Lemelin doute cependant de la crédibilité de ces conclusions. «Même si l'éducation est une compétence des provinces, il reste que le gouvernement fédéral dépense de différentes façons, a-t-il précisé. Ceci dit, d'imaginer que les gens, au gouvernement fédéral, vont voter sur des questions de dépenses pour les universités, cela me surprendrait beaucoup!»

«Je pense que le fédéral a un rôle important à jouer et il y a quand même plusieurs enjeux nationaux, a pour sa part lancé Greg Alain, le président de l'association. Et puis c'est le fédéral qui a l'argent.»

## Parents frustrated with education system behind 'booming' tutoring industry: study

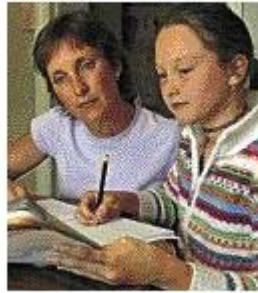
**Janice Tibbetts**

The Ottawa Citizen

*Tuesday, November 27, 2007*

More than one million Canadian school children, including top students, have gone to tutors, says a new study that reports almost one in three parents has hired private academic help for their children.

The Canadian Council on Learning attributes the growing trend to an era of "intensive parenting" in which mothers and fathers, particularly the more affluent, want their sons and daughters to have a competitive edge and attend university or college.



The survey of 5,361 adults found that people are increasingly hiring private tutors because schools are falling short of escalating expectations.

CREDIT: Ray Smith, The Victoria Times-Colonist

Parents are too time-restrained to cope with the stress of home-work, according to a new study.

"Tutoring is no longer primarily geared towards low-achieving students requiring remedial instruction, but rather caters to a growing number of average and high-achieving students seeking to improve their learning and academic performance," said the 2007 Survey of Canadian Attitudes Toward Learning, released yesterday.

The study also found parents are too time-restrained to cope with the stress of homework.

There are about five million school children in Canada attending kindergarten to Grade 12 and 33 per cent of parents reported sending their children to tutors, particularly for help with math. Almost three-quarters of parents who have hired help have children who have A and B averages, said the survey.

For some middle-class families, private tutoring is a lower-cost alternative to sending their children to private school, said Paul Cappon, president of the learning council, an independent corporation funded by the federal government.

Mr. Cappon described the movement toward tutoring as "enormous." There are several multinational companies operating in Canada, such as Kumon Math and Reading Centres, which has 338 centres scattered across the country teaching more than 44,000 students, up from 26,500 a decade ago.

There are hundreds of smaller independent centres and unknown numbers of one-person operations, run by university students, who post their services on school bulletin boards nationwide. On the Canadian website findatutor.ca, there are 560 choices, with rates ranging anywhere from \$10 to \$60 an hour.

"It's just booming," said Ray Bryden, operator of A+ Education Services in Calgary, where he caters mainly to "average-to-good students," the overwhelming majority of whom are seeking help in math and willing to pay \$30 to \$40 an hour for his services.

"When I first started in this business, people would say 'why would anyone pay to get extra help for my kid when I can get it for free at school?' " added Kathleen Casprowitz, the Vancouver-based owner of 11 Sylvan Learning Centres in Canada. "But having a good education is more important than it was 20 years ago."

The survey also found that almost three-quarters of parents think homework is adding stress in their household. But they see it as "a necessary evil," said Mr. Cappon, noting that the vast majority of parents also reported homework is an essential element of an education.

© The Ottawa Citizen 2007

**CLOSE WINDOW**

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Tuesday » November  
27 » 2007

## **Board weighs use of outside specialists in class**

### OCDSB considers letting privately paid professionals help special needs students

**Joanne Laucius**

The Ottawa Citizen

*Tuesday, November 27, 2007*

Ottawa's public school board is contemplating a policy that would allow privately paid professionals and para-professionals into schools to provide "observation, consultation and demonstration" in schools.

Trustees at the Ottawa-Carleton District School Board will vote tonight on the policy, which was developed by the board's education committee.

As the proposed policy stands, specialists paid for by a child's parent or guardian would be allowed into the classroom. That includes professionals such as physiotherapists and psychologists, and para-professionals, such as art therapists and drug counsellors.

Trustee Pam FitzGerald, the mother of a special needs student, say many principals already encourage parents to get assessments outside of the school because waiting lists for special education assessments have been as long as 4,000 students.

The most recent figure, released last June, suggested that more than 2,800 students are still awaiting assessment.

Trustees don't necessarily like the proposed policy, but it will solve a problem, said Ms. FitzGerald.

"I deplore it. It creates a two-tier system. But when we have 4,000 kids waiting, we can't tell parents not to go outside the school system," she said. "At least this clears some of the kids on the waiting list."

Under the proposal, a specialist going into a school would have to fulfil a number of conditions, including guaranteeing confidentiality and offering proof of insurance and a criminal records check. The policy was laid out after referring to the Education Act, which does not forbid outside experts from going into schools.

Lynn Scott, board vice-chairwoman, said parents have often asked about allowing specialists they pay for privately in schools to suggest interventions to teachers or to allow the specialist to observe the child in the classroom setting. But up until now, the decision was up to principals, who hesitated to allow it.

"It hasn't been done very much because principals were not comfortable with what was being proposed. This sets out the expectations," she said.

The proposed policy would not allow privately paid professionals and para-professionals into a school for routine therapy or allow parents to pay for their own education assistant if they feel the school doesn't offer enough coverage, said Ms. Scott.

Some believe a policy like this would open the door to more inequities in schools.

Annie Kidder, executive director of Toronto-based People for Education, said she doesn't know of any other school board that has implemented a similar policy (in fact, the Ottawa Catholic School Board recently introduced one.)

Ms. Kidder called the move a "Pandora's box" because it addresses a lack of resources with a solution available only to parents who can pay.

"We have to be careful that just because there aren't enough resources we're not undoing some fundamental part of public education," she said.

Some parents already managed to "jump the queue" when it comes to getting special services for their child by paying for an assessment, said Ms. Kidder.

"I'm living, breathing proof of it," she said.

"If you pay for the assessment, you can jump the queue and you can say, 'I have the assessment, give me the services'."

Even with a policy like this one, the students left on the waiting list will be among the most needy, said Ms. FitzGerald.

"It's terribly unfair. But what do you do when there are not enough services?" she said.

"If it gets some needier kids to the top of the list, what do you do?"

© The Ottawa Citizen 2007

[CLOSE WINDOW](#)

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Tuesday » November  
27 » 2007

## **Barrhaven community lands new high school**

### Public board's first Grade 7 to 12 school to open in September

**Graham Hughes**

The Ottawa Citizen

*Tuesday, November 27, 2007*

Barrhaven's Longfields-Davidson Heights area will be getting its own high school.

Construction on the \$39-million school on a 6.07-hectare site on the northeast corner of Longfields Drive and Berrigan Drive is set to begin this spring.

The Ottawa-Carleton District School Board's first Grade 7 to 12 school is scheduled to open next September.

Residents of the area have been lobbying for a new school since 2004. Currently, students in the area are bused out of their neighbourhood for Grades 7 and 8 at Sir Winston Churchill Public, then graduate to Merivale High School.

Trustee Alex Getty, who represents the area, said the news is welcome. The school likely will open with students from Grade 7 to 10, with the two senior grades added in following years, he said.

"Some students already in a high school are likely to want to complete their education there," Mr. Getty said.

The school will draw from three elementary schools in the area -- Adrienne Clarkson, Farley Mowat and Berrigan Public.

The school is slated to have a capacity of 1,350 students. Mr. Getty said that by 2013, predictions for the school have it at 140 per cent of capacity -- more than 1,800 students -- meaning many will be accommodated in portable classrooms.

EllisDon Corp. won the contract to construct the school. The building will contain four gyms and an auditorium in addition to classrooms, and will have no substantive changes from a facility that was to have cost \$45 million.

The auditorium, an extra that generated considerable controversy because of its cost, was added at the request of area residents, who felt it would be well-used by community groups.

"There was some sharpening of the pencils and the planners managed to shave a few dollars here and there to bring the cost down," Mr. Getty said.

"I believe there's also a culinary arts section going in as part of the trades and technology initiative," he added.

The school will be called Longfields-Davidson Secondary School until the community and trustees decide on a final name.



A public meeting Thursday at 7 p.m. at Berrigan Elementary School will hear committee recommendations on attendance boundaries for the new school, as well as the opening grade structure.

© The Ottawa Citizen 2007

**CLOSE WINDOW**

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc. All rights reserved.

## Ibrahim Ullah takes the ice

'When you see his smile, that's what money is for,' says the eight-year-old's father

**Andrew Duffy**

The Ottawa Citizen

*Tuesday, November 27, 2007*

He sits alone high in the stands of Sandy Hill Arena. After spending the day in his taxi, Mohammad Ullah is happy just to be watching his son, Ibrahim, skate with the other Timbits.

Ibrahim is living his dream of playing ice hockey. Like so many eight-year-old boys, he has an obsessive, consuming attachment to the game. But until this year, he had been confined to playing road hockey.

His father, however, recently managed to find money enough for hockey equipment from his modest income as a taxi driver. It has allowed Ibrahim to take to the ice where he's now one pinball among many.



CREDIT: Rod MacIvor, The Ottawa Citizen

Ibrahim Ullah is living his dream of playing ice hockey after his father, a taxi driver, saved enough money to buy equipment.

"When you see his smile, that is what money is for," says Mr. Ullah, who works seven days a week to provide for his wife and three children.

Mr. Ullah came to Canada in 1985 from Bangladesh, where he worked as a soil inspector for a U.S. consulting company. He came, in part, to realize a long-held ambition to live in a First World nation.

"Canada is a dream country," he says. "It's not an ordinary country: everybody likes Canada. It's a dream country for the Third World."

He married a woman from Bangladesh and they started a family in Canada in 1988.

Although Mr. Ullah has not been able to apply his training as a lab technician here, this country's education system has paid dividends for his children. Mr. Ullah's daughter, Mahmuda, 19, studies at the University of Ottawa, and his son, Iftekhar, 17, is at Lisgar Collegiate.

But Mr. Ullah is unhappy with Ibrahim's progress at York Street Public School.

Ibrahim, he says, knows little compared to his other children at a similar age. Mr. Ullah home-schooled his older children for two years, but cannot afford the time away from work now to teach Ibrahim full time.

He has tried to get Ibrahim transferred to other schools, including Rockcliffe Park and

Elgin Street. Officials at Rockcliffe said the school wouldn't accept him until Grade 4 and those at Elgin said they could not offer him the necessary busing.

Mr. Ullah intends to seek a school transfer for Ibrahim again next year, and plans to complain to the board if he does not get it. There's even a chance the family could move to another neighbourhood.

Mr. Ullah considers Ibrahim smart, a quick study, but he knows he's also a boy who does not always concentrate on the task at hand.

Mr. Ullah has met with Ibrahim's teacher, Mrs. Craig, and told her that she has full authority to do whatever is necessary to educate Ibrahim. She must not, he said, let him interrupt class.

"You have the right to do what you need to do," he has told Mrs. Craig. "If he doesn't respect you, he will not respect his neighbour, the rest of his country people. This is the place to learn."

Mr. Ullah's views of school were shaped in Bangladesh, where classroom discipline was enforced with a ruler. Discipline, he says, is a blessing for children because only those who are obedient will be able to finish their studies.

Mr. Ullah was brought up with a fierce respect for his teachers, and as a result, insists that his children never use a teacher's surname. He wants them addressed only as sir or madam.

"Teachers are more than parents: they make a better nation," he says. "So students should respect them."

Mr. Ullah works long hours in his taxi, but remains involved in Ibrahim's schooling. He preaches the importance of hard work and good behaviour.

"Be nice, be gentle, be helpful, be honest, be a hard worker," he tells Ibrahim. "And if you work hard for 12 years and get to university, you will the rest of your life have a happier life."

At Sandy Hill Arena, when he steps off the ice, Ibrahim peels off his helmet to reveal a swarm of dark hair, a face dripping with sweat and the smile of a boy in love with a game. "Did you see me skate?" he asks his father. "Did you see me? Did you?"

His father nods and smiles and unties his son's skates before leading him out the door to his waiting taxi.

Ibrahim doesn't know it yet, but his school life at York Street is in its final months. He will soon discover that his father has closed the deal on a new home, which will make him part of a new society next year -- at Hawthorne Public School.

aduffy@thecitizen.canwest.com

- - -

Follow Andrew Duffy's year at York Street School in print and online:

Blog: Principal Jennifer Offord answers your questions in her daily blog on school life.

Video: Teacher David Rubinoff talks about the role of music.

Extras: Reporter Andrew Duffy narrates profiles of four York Street students.

Tomorrow:

A is for ...: The miracle and the mystery of learning to read.

In the City Section

© The Ottawa Citizen 2007

**CLOSE WINDOW**

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.